

**Golfe - Égypte - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
avec «CNEWS» - extraits
(Paris, 18 juillet 2017)**

Q - Monsieur le Ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, bonsoir.

R - Bonsoir.

Q - Merci de nous recevoir dans votre bureau du Quai d'Orsay. Vous revenez des pays du Golfe - d'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar. L'Arabie saoudite et le Qatar qui s'affrontent en ce moment. Pour nous, pour la région, c'est une crise qui est grave, peut-être majeure. Est-ce que vous revenez inquiet, vous ?

R - Je reviens préoccupé parce que les tensions entre ces différents pays, membres du Conseil de coopération du Golfe, sont grandes, dans l'opinion publique aussi, et les voies de sortie de crise sont étroites. Je reviens préoccupé surtout parce que nous sommes dans une région de crises : il y a la crise du Yémen, il y a la situation en Irak et en Syrie, il y a les fragilités globales du Proche-Orient. Et puis au milieu de tout cela, on rajoute une crise aux crises, au pluriel, et là, c'est préoccupant.

Q - Ce qu'on est en train de vivre. Donc, quand vous dites préoccupé, c'est un peu l'ambiance du Quai d'Orsay, sinon vous êtes très préoccupé.

R - Oui, très préoccupé par les difficultés de trouver une voie de sortie. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Bahreïn ont décidé des mesures fortes à l'encontre du Qatar, c'est-à-dire la fermeture des frontières, des mesures de rétorsion économique, des séparations de familles.

Q - C'est-à-dire nous, on appelle cela du blocus, un blocus ?

R - Ce sont des mesures de rétorsion économique très significatives avec des difficultés de circulation aérienne. C'est une forme d'isolement du Qatar, et des pays de bonne volonté, comme le Koweït, essayent de trouver les voies d'une médiation. Le président de la République, Emmanuel Macron, a appelé l'ensemble des hauts responsables de ces pays.

Q - Pourquoi il s'intéresse tant à l'affaire ? Parce que, vous l'avez vu ce matin, vous en avez discuté, vous lui avez rendu compte.

R - D'abord, parce que ce sont des amis de la France. Nous avons, avec chacun de ces pays, une histoire, une collaboration, des relations fortes à la fois dans les domaines économique, culturel et militaire. Nous parlons avec les uns et les autres, et le président de la République leur a parlé pour essayer de trouver une voie permettant de faire tomber les tensions et permettant de retrouver entre ces pays un mode normal de collaboration.

Q - Jean-Yves Le Drian, vous avez cité les trois pays plus l'Égypte avec votre ami le président Sissi. C'est une confrontation avec le Qatar qui est un petit État mais qui est riche, qui est à la limite insolent, et on voit bien qu'il y a une hégémonie régionale cherchée par l'Arabie saoudite qui veut soumettre le Qatar.

R - C'est une crise de confiance. C'est une crise de confiance qui est surtout centrée sur la manière dont les uns et les autres perçoivent ce qu'on appelle l'islam politique et son avenir. Il y a des inquiétudes d'un côté et des déclarations d'innocence de l'autre. Il faut donc essayer de faire en sorte qu'ils se comprennent et que des mesures de confiance soient mises en oeuvre pour aboutir à une solution plus calme.

Q - D'accord, des mesures de confiance. C'est quoi les mesures de confiance ?

R - Les mesures de confiance, c'est à l'émir du Koweït d'essayer de les trouver avec les différents partenaires : qu'est-ce qu'ils demandent ? Quelles sont leurs lignes rouges ? Comment peut-on agir et comment... ?

Q - Mais là, on est au bord de la guerre quand on le voit de l'extérieur.

R - Non, on n'est pas au bord de la guerre dans ces pays-là !

Q - Est-ce qu'il peut y avoir une intervention militaire de l'un contre l'autre ?

R - Je n'y crois pas, je ne crois pas à l'intervention militaire des uns contre les autres. Mais par contre, ce qui est très préoccupant, c'est le fait que cette confrontation, à la fois économique, idéologique, verbale et médiatique, se développe dans une région où les crises sont nombreuses et puis où le terrorisme est présent !

Q - Dans l'immédiat, ils ne sont pas près de se réconcilier.

R - Il y aura peut-être quelques petites fenêtres d'ouverture que l'émir du Koweït va essayer d'utiliser. Mais cela va prendre du temps. Il y a déjà eu des crises, ce n'est pas la première ! En 2014 déjà.

Q - Oui, mais celle-là, c'est la plus grave parce qu'il y a un changement de pouvoir... en Arabie saoudite, on va le voir.

R - Il y a un changement de ton et puis il y a un changement de mesures, c'est-à-dire que c'est la fermeture des frontières. Ce n'est pas uniquement le rappel des ambassadeurs, c'est la fermeture des frontières et ce sont des mesures de rétorsion...

Q - L'affaiblissement et l'isolement, comme vous avez dit. Le Qatar est accusé de financer et d'encourager le terrorisme.

R - Oui, mais j'ai toujours entendu, vu, lu les déclarations de l'émir du Qatar, de l'émir Tamim, mais aussi de hauts responsables que j'ai pu recevoir, disant qu'ils étaient opposés à toute organisation terroriste, à tout financement du terrorisme. Et donc leur responsabilité, c'est de faire en sorte que leurs déclarations soient vraiment effectives et qu'ils contrôlent la mise en oeuvre des déclarations. Ils ont donc annoncé qu'ils allaient prendre des mesures complémentaires de rigueur sur le financement de ce qu'on appelle les associations caritatives. Il faut qu'ils le fassent rapidement.

Q - Qui financent le terrorisme... Mais quand ils disent qu'ils ne financent pas le terrorisme, est-ce que vous les croyez ? Est-ce qu'il faut les croire ?

R - Non, ce sont des financements d'associations... Moi, j'ai tendance à croire ce que disent des responsables politiques avec qui je suis en relation depuis longtemps. C'est vrai pour le Qatar comme c'est vrai pour l'Arabie saoudite et les Émirats. Encore faut-il que tout le monde apporte les preuves. Et l'émir du Koweït, dans sa mission de médiation, il a aussi cette mission : faisons en sorte que les preuves de ce que disent les uns et les autres soient mises sur la table et soient connues de tous.

Q - Parce que l'Égypte de Sissi elle aussi est engagée parce qu'elle lutte à mort contre les Frères musulmans.

R - L'Égypte de Sissi s'est engagée dans cette affaire alors qu'elle n'est pas membre du Conseil de coopération du Golfe, parce qu'elle est inquiète de ce que j'appelle l'islam politique. Et ils souhaitent qu'il y ait une clarification. Je pense que c'est une crise de confiance. J'ai quand même le sentiment que dans les déclarations des uns et des autres, il y a parfois des moments de bonne volonté tels que je les ai perçus dans les entretiens que j'ai pu avoir au plus haut niveau pendant le week-end dernier. Le président de la République, quand il a les principaux protagonistes au téléphone, constate la même chose. Maintenant, c'est de la responsabilité des acteurs ! Ce n'est pas à la France de se substituer à la médiation. La médiation est confiée à l'émir du Koweït, que nous soutenons, et nous pouvons être facilitateurs.

Q - Qu'est-ce qui fait que la France est le seul pays occidental à être accepté, comme vous dites, comme facilitateur aux côtés du Koweït ? Pourquoi vous ?

R - Parce que nous parlons à tout le monde et parce que nous avons des accords avec tout le monde. Parce que nous avons une histoire avec chacun de ces pays, que ce soit le Qatar, les Émirats, l'Arabie saoudite ou le Koweït, ou le Sultanat d'Oman, puisqu'on n'en a pas parlé et qui est aussi présent là. (...)

Q - Ben Salmane qui a 31 ans, qui est le numéro deux, et qui va probablement devenir le roi. D'ailleurs...

R - Qui va probablement devenir roi.

Q - C'est vrai qu'il veut réformer l'Arabie saoudite ?

R - Oui, il y a changement de génération très important en Arabie saoudite, et Mohammed Ben Salmane fait partie de ceux qui veulent faire bouger son pays. Il développe un scénario qu'il appelle «la vision 2030» qui veut dire beaucoup d'inflexion dans la vie économique, la vie sociale, la vie sociétale, la culture.

Q - Il paraît qu'il accepterait de donner enfin quelques droits aux femmes ; elles pourraient conduire...

R - Par exemple ; cela fait partie de son projet, de son programme. Est-ce qu'il va pouvoir le mener rapidement ? C'est un sujet réel, et nous ne pouvons qu'accompagner cette démarche-là. Mais pour revenir au commerce extérieur, lorsque je parle de Mohammed Ben Salmane, on parle de la crise du Golfe, j'essaie... j'essayais de faire en sorte - ce que m'avait demandé le président de la République - qu'il puisse avoir des inflexions sur la position, mais en même temps, on a parlé des sites archéologiques d'Arabie saoudite qu'il faut mettre en valeur ! On parle aussi de culture. Parce que l'attractivité de la France, c'est aussi la capacité d'intervention culturelle. (...)/.